



**Medicus Mundi
Suisse**

Santé pour tous

Renforcer la résilience aux crises récurrentes grâce au droit humain à un environnement sain et durable en Europe. L'analyse de Valentina Darbellay, terre des hommes schweiz

Transition écologique manquée en Suisse et en Europe

De Valentina Darbellay

L'adoption d'un Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) sur le droit à un environnement sain et durable compléterait le dispositif de protection des droits des générations actuelles et futures, et renforcerait la responsabilité de la Suisse et des États du Conseil de l'Europe (CoE). L'exercice effectif de ce droit par l'élaboration de lois et politiques nationales accélérant le développement durable dans ses 3 dimensions - économique, sociale et environnementale – garantirait la sécurité juridique et humaine ainsi que l'équité générationnelle.



Photo: © by-studio/ istock-Fotografie-ID:1208385167

Le changement climatique (s') accélère les vagues de chaleur, sécheresses, incendies de forêt, inondations, glissements de terrain, fonte des glaciers. Le lien de cause à effet entre conditions

environnementales (écosystèmes) et droits humains dont celui à la vie et à la protection de la santé, est inhérent. Les conséquences d'une transition écologique manquée sont préjudiciables à la population suisse et européenne.

Les effets du changement climatique (ECC) en Suisse sont réels et menacent la sécurité et la santé des populations urbaines et alpines.

En été 2024, notamment en Valais et au Tessin, les constats sont effarants. Pertes humaines, dégâts matériels dus aux débordements des cours d'eau touchant le tissu économique, sanitaire, de l'habitat, des infrastructures critiques. En Valais 1 personne sur 3 vit dans une zone à risque d'inondation, et si le gouvernement n'a jamais réalisé les mesures urgentes depuis 25 ans de sécurisation des rives du Rhône, le législatif cantonal réagit.

Les processus décisionnels suisses sont lents et tributaires du travail en silos, mais le fédéralisme garantit la concertation et le consensus, pour autant que la pesée des intérêts priorise la sécurité de la population.

Le paysage actuel



Le paysage futur en cas d'adaptation lente et réactive au changement climatique



Le droit humain à un environnement sain et durable

En Europe, l'insécurité due aux ECC touche 657 millions de citoyen.ne.s des 46 États membres du CoE. La reconnaissance du droit à un environnement sain et durable comme droit humain justiciable est récente au niveau onusien (Nations Unies, 2021) et européen (Council of Europe, 2023) avec 3 instruments et jurisprudence (Council of Europe, 2024) visant à répondre aux défis et crises en appliquant les droits humains de la CEDH (droit à la vie, droit au meilleur état de santé physique et psychique possible, droit à un niveau de vie et à une nourriture suffisantes, au logement, à l'eau potable, à l'assainissement, à la protection de la santé) pour remédier aux dommages liés à la pollution de l'air et des sols et aux catastrophes humaines ou naturelles, et pour garantir l'accès à l'information.

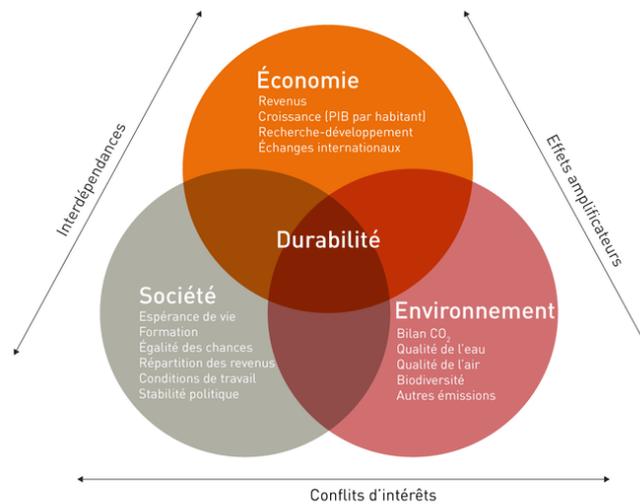
Le dispositif actuel est incomplet: si les processus multilatéraux de négociation et de révision des traités sont lourds, l'adoption d'un Protocole à une Convention existante permettrait aux États de répondre efficacement aux besoins d'agir urgents.

Les instruments de *soft law* offrent des propositions de mesures, des standards et pratiques ayant prouvé leur efficacité, pour aider les États à réaliser leurs obligations légales découlant de la ratification de traités juridiquement contraignants. Comme la récente Observation Générale n°26 sur les droits de l'enfant et le climat (Nations Unies, 2023) du Comité de l'ONU, résultant de la participation aux consultations des jeunes directement affectés par les ECC, et qui interprète leurs droits au regard de leur mise en œuvre et pour la protection de l'environnement.

Le dispositif actuel est incomplet: si les processus multilatéraux de négociation et de révision des traités sont lourds, l'adoption d'un Protocole à une Convention existante permettrait aux États de répondre efficacement aux besoins d'agir urgents.

L'exercice d'un droit humain à un environnement sain et durable explicite permettrait aussi d'atteindre les 17 objectifs de durabilité de l'Agenda 2030 dont la santé, l'énergie, l'économie de production et consommation durables.

Les trois dimensions de la durabilité et une sélection d'indicateurs



Source : economiesuisse, sur la base de Passet (1979)
www.economiesuisse.ch

Graphique : © economiesuisse[2] : *L'économie permet d'améliorer les conditions sociales en prenant en compte les contraintes posées par l'environnement de manière équitable, viable, préservant la santé.*

Les suisses estiment que leur état de santé et revenus se détériorent; l'effet *spillover* de la Suisse dû aux énergies fossiles et importations, est plus néfaste au climat que le total des pays de l'OCDE (Sachs, J.D., et al., 2024). La politique et le droit étant interdépendants, une décision politique protégeant des droits humains influence l'adoption de nouvelles normes que la justice interprète et applique. Selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, les droits humains garantis par la CEDH priment en droit national (FDFA, 2012).

Les suisses estiment que leur état de santé et revenus se détériorent; l'effet spillover de la Suisse dû aux énergies fossiles et importations, est plus néfaste au climat que le total des pays de l'OCDE.

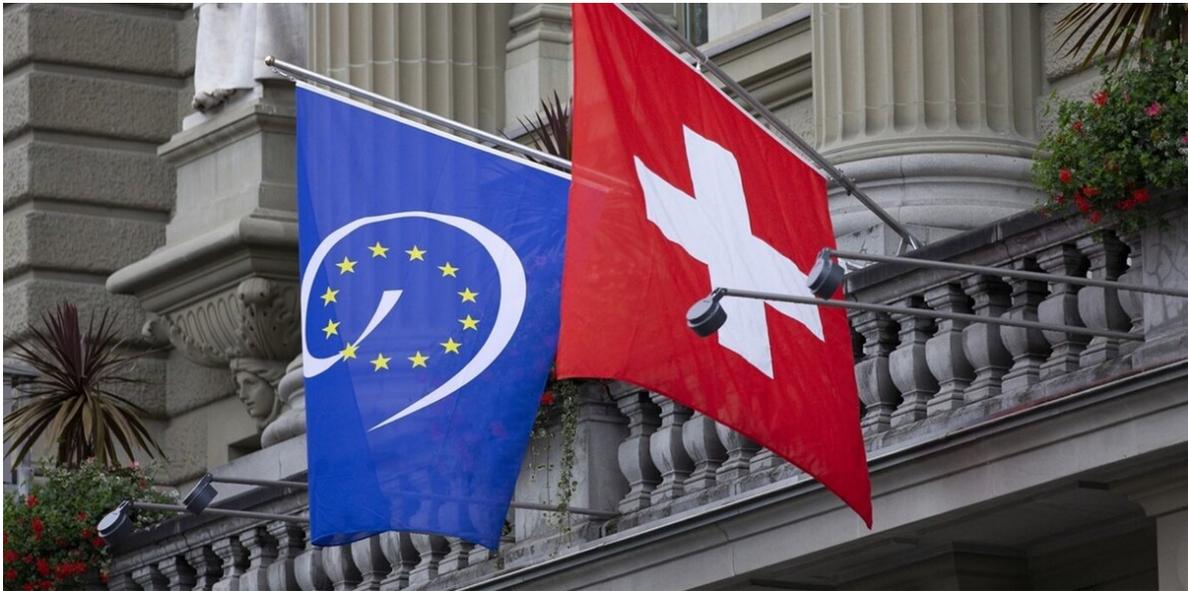


Photo: ©

<https://www.eda.admin.ch/content/dam/eda/img/Aktuell/news/2021/05/europarat-ministerkommittee/20210521-europarat-flags-1920x960px.jpg>

La responsabilité de la Suisse

Grâce à sa coopération au développement et à sa promotion du multilatéralisme et de l'état de droit, la Suisse occupe une place privilégiée dans la défense des droits humains.

La défense de la démocratie et du droit international sera d'autant plus renforcée par la promotion de la résilience et sécurité juridique en matière d'adaptation au changement climatique. Le fait historique que le secrétaire général du CoE, Alain Berset, assurant sa gestion stratégique, soit une personnalité politique suisse, devrait contribuer aux efforts de la diplomatie et pour promouvoir au sein du CoE l'instrument sur le droit à un environnement sain et durable, juridiquement contraignant au niveau national et européen, accompagné d'un mécanisme de suivi et d'accès adéquat à la justice pour la protection des personnes et des biens.

Grâce à sa coopération au développement et à sa promotion du multilatéralisme et de l'état de droit, la Suisse occupe une place privilégiée dans la défense des droits humains.

Appel à l'adoption d'un Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme sur le droit à un environnement propre, sain et durable :

- Appel à l'adoption d'un protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme sur le droit à un environnement propre, sain et durable
- Campaign for the Right to a Clean, Healthy, and Sustainable Environment at the Council of Europe

1. Image tirée de l'étude « +4°C et plus: les paysages suisses face au changement climatique » (2023), p.44 : https://www.bafu.admin.ch/dam/bafu/fr/dokumente/landschaft/externe-studien-berichte/plus-4-grad-c-und-mehr-schweizer-landschaften-im-klimawandel.pdf.download.pdf/WSL_plus-4-degrees-C_et%20plus_le%20paysages%20suisses%20face%20au%20changement%20climatique.pdf
2. Graphique © economiesuisse[2] : Dossier : Le commerce soutient le développement durable. <https://www.economiesuisse.ch/fr/dossier-politique...>

References

- Council of Europe, 2023. Negotiations start in Strasbourg on a new convention on the protection of the environment through criminal law. <https://www.coe.int/en/web/human-rights-rule-of-la...>
- Council of Europe, 2024. Protecting the environment using human rights law. <https://www.coe.int/en/web/portal/human-rights-env...>
- Federal Department of Foreign Affairs FDFA, 2012. The relationship between national and international law. <https://www.eda.admin.ch/eda/en/fdfa/foreign-polic...>
- Nations Unies, 2021. Conseil des droits de l'homme : Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme le 8 octobre 2021. Droit à un environnement propre, sain et durable. <https://rm.coe.int/resolution-adoptee-par-le-conse...>
- Nations Unies, 2023. CRC/C/GC/26: Observation générale no 26 (2023) sur les droits de l'enfant et l'environnement, en mettant l'accent sur le changement climatique. <https://www.ohchr.org/fr/documents/general-comment...>
- Sachs, J.D., Lafortune, G., Fuller, G. (2024). The SDGs and the UN Summit of the Future. Sustainable Development Report 2024. Paris: SDSN, Dublin: Dublin University Press. doi:10.25546/108572 <https://files.unsdsn.org/sustainable-development-r...>



Valentina Darbellay est chargée du plaidoyer de l'Alliance terre des hommes schweiz-TdH Suisse, présidente du Réseau suisse des droits de l'enfant et membre du Comité de la Plateforme Agenda 2030. Juriste et lobbyiste membre de la Société Suisse de Public Affairs (SSPA), elle siège à la Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse CFEJ, est active

*en politique et en faveur des droits humains et du développement durable. Email :
Valentina.Darbellay@terredeshommes.ch*

Kontakt

Deutschschweiz

Medicus Mundi Schweiz
Murbacherstrasse 34
CH-4056 Basel
Tel. +41 61 383 18 10
info@medicusmundi.ch

Suisse romande

Medicus Mundi Suisse
Rue de Varembe I
CH-1202 Genève
Tél. +41 22 920 08 08
contact@medicusmundi.ch

Coordonnées bancaires

Basler Kantonalbank, Aeschen, 4002 Basel
Medicus Mundi Schweiz, 4056 Basel
IBAN: CH40 0077 0016 0516 9903 5
BIC: BKBBCHBBXXX